



Plantes médicinales <i>Tu ne pilleras point</i>	1
Emballage alimentaire <i>Mis en boîte</i>	3
Agriculture et développement du livre <i>La parole est d'argent, le livre est d'or</i>	4
EN BREF	6
REPÈRES	10
PUBLICATIONS	11
ENTRE NOUS	14
POINT DE VUE <i>Approches participatives Décentralisation et participation: priorité aux producteurs</i>	16

Site Web : www.cta.nl



Dans ce numéro

Le verbe, le mot, la
palabre: la parole
est au commencement de toutes
les religions, au cœur de toutes les
cultures. La parole court d'une
bouche à une oreille, se répand au
coin des rues, sur la place du village
ou à l'ombre de l'arbre centenaire.
La parole est bonne quand elle rend
service, quand elle apporte une
réponse à nos questions, quand elle
est comme une lampe à nos pieds,
une lumière sur notre chemin.

La parole voyage beaucoup, mais il
y a un endroit où l'on peut toujours
la trouver, c'est le livre. Dans ce
numéro, nous le comparons à un
magasin de connaissances et de
bonnes paroles. Nous examinons aussi
un autre domaine plein de
connaissances et de bonnes paroles,
celui des plantes médicinales.

En feuilletant votre magazine — de
l'arabe makhzan, entrepôt —, vous
trouverez en rayon les nouvelles, les
annonces et les lettres de lecteurs que
vous attendez. Nous vous proposons
aussi des tournesols, des cow-boys
des villes, des formations, des
poissons, de la décentralisation et des
droits de douanes. Entrez, entrez,
venez toucher la marchandise !



Photo C. Reim © Panos Pictures

Plantes médicinales

Tu ne pilleras point

Les plantes médicinales sont de plus en plus demandées. Mais la course au profit pourrait nous faire perdre des connaissances inestimables, beaucoup de biodiversité et un peu de bon sens.

Dans les pays en développement, deux personnes sur trois se soignent avec les plantes médicinales. Il a pourtant suffi d'une petite plante épineuse et d'un groupe de Bochimans pour que l'attention mondiale se focalise sur les plantes médicinales et sur les questions que soulèvent leur culture et leur propriété.

En juin 2001, un rapport sur le cactus hoodia publié dans le grand journal londonien *The Observer* fait sensation. Depuis des temps immémoriaux, le hoodia pousse dans le désert du Kalahari, en Afrique australe, et les Bochimans le consomment pendant leurs longs parcours de chasse. Le jus de cette succulente apaise la sensation de faim et de soif et aide les chasseurs à respecter la tradition de ramener l'intégralité de leurs prises à la maison.

L'inhibiteur d'appétit de cette plante a attiré l'attention du Conseil sud-africain pour la recherche industrielle et scientifique, qui l'a breveté en 1995 sous le nom de code P-57. En

1997, les droits commerciaux d'exploitation pharmaceutique sont vendus à une société britannique de biotechnologie, Phytopharm plc. L'année suivante, Phytopharm concède la licence P-57 au géant pharmaceutique américain Pfizer, pour mettre au point un produit amaigrissant pour le marché du régime alimentaire qui vaut 6 milliards \$US. Cet accord rapporte près de 32 millions \$US.

En juin 2001, alertés par des journalistes, les Bochimans décident, au cours de leur rassemblement annuel, de demander une compensation, estimant que leur savoir a été volé. Les compagnies auraient dû passer un accord avec eux, argumentent-ils, au lieu de proclamer qu'ils avaient disparu ! Mi-mars 2002, les Bochimans et Pfizer ont élaboré un plan de répartition des bénéfices, qui accorde aux Bochimans une part des futurs dividendes. La pilule P-57 contre l'obésité est désormais dans sa phase d'essais cliniques et devrait être introduite sur le marché en 2006. Les Bochimans mettront ces quatre années à profit pour déve-

lopper la culture du hoodia, afin de le protéger de l'extinction.

À qui appartenait ce savoir et qui aurait dû être rétribué? L'anthropologue hollandais qui a, le premier, noté l'usage de cette plante par la tribu en 1937, ses descendants ou le pays, demandait Phytopharm? Et lequel des quatre pays où vivent les Bochimans? Le cas du Hoodia P-57 illustre la complexité de la question des plantes médicinales. En avril 2002, au cours d'une réunion des Nations unies sur la Convention sur la biodiversité, des directives ont été adoptées, qui « promettent d'améliorer les modes d'accès aux ressources génétiques de valeur et les contreparties en termes de partage des bénéfices avec les pays d'origine et les communautés indigènes locales ». Mais aucun accord n'est intervenu sur les droits de propriété intellectuelle, ni sur le problème de la surexploitation des plantes médicinales.



Photo B. Locatelli

La préparation de l'essence de girofle à Madagascar demande du savoir-faire et beaucoup de travail.

C'est la question des droits de propriété qui est la plus brûlante. Une coalition de 325 ONG et organisations paysannes a préparé un projet de traité pour protéger le pool génétique mondial, également appelé « capital génétique mondial ». Le but est d'empêcher que les plantes ne soient considérées comme une propriété intellectuelle et donc brevetées. La coalition fait pression, avec un succès modeste, pour que le traité soit adopté en août 2002 par le Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg, en Afrique du Sud.

La bataille s'étend et gagne notamment le secteur agricole. Si les droits de propriété peuvent faire ou non l'objet de transactions commerciales, il n'en va pas de même pour le matériel génétique et les plantes qui, eux, peuvent être vendus et le sont. Cultivées dans un champ ou cueillies dans la brousse et la forêt, fraîches, réduites en poudre, transformées en pilules ou dissoutes dans des potions, les essences botaniques sont utilisées par les diverses « écoles de santé », de la pharmacologie moderne à l'aromathérapie, en passant par l'homéopathie et la médecine traditionnelle.

Celle-ci, entre parenthèses, est définie par l'Organisation mondiale de la santé comme « la somme de savoir, de compétences et de pratiques basée sur les théories, les croyances et les expériences propres aux différentes cultures indigènes et que l'on utilise pour maintenir la santé – qu'elles soient ou non explicables ».

Explicables, elles le sont dans la plupart des cas. La question de la validation scientifique des plantes médicinales demande certainement à être approfondie, mais on constate aujourd'hui que beaucoup de médicaments basés sur les plantes sont utilisés pour les mêmes effets que ceux originellement recherchés par les autochtones. Selon Maurice Iwu, directeur du Programme de développement et de protection des bio-ressources du Nigeria, les revendications des communautés locales correspondent – dans 85 % des cas étudiés par le BDCP – aux preuves scientifiques établies par la suite.

À l'origine de l'agriculture

On prétend même que les plantes médicinales sont à l'origine de l'agriculture. Il y a plus de 50 000 ans, en Asie occidentale, les hommes de Neandertal utilisaient la prêle des bois (*Ephedra*) comme stimulant. Il semble que l'on ait d'abord cultivé des plantes médicinales et psycho-actives et non des plantes alimentaires: *Cinchona* sp. pour la quinine contre la malaria, la réglisse de *Glycyrrhiza glabra*, ou encore un tranquillisant extrait de *Rauwolfia serpentina* et de *Catharanthus roseus*.

Le temps passe et la mémoire s'efface. L'Institut Worldwatch rapporte que 1 % seulement de l'ensemble des espèces de plantes ont été étudiées pour leurs composantes bioactives et que le savoir traditionnel sur les plantes médicinales disparaît encore plus vite que les plantes elles-mêmes. Beaucoup de plantes sont victimes du défrichage, de la déforestation – et de récoltes excessives. Par exemple, la très forte demande de l'écorce du *Prunus africanus*, utilisée pour le traitement des maladies de la prostate, a conduit à une grave diminution de l'arbre en Afrique centrale.

La production – par récolte sauvage et, de plus en plus, par culture – est stimulée par la forte demande mondiale qui croît de 15 % par an. Les prix offerts sont souvent trop bas pour inciter les petits exploitants à se lancer dans la culture, quoique de plus grandes entreprises l'aient fait, notamment au Sénégal et en Afrique du Sud.

Bien que le volume des échanges mondiaux de plantes médicinales soit difficile à mesurer, le Centre international du commerce estime ce marché à plusieurs milliards de dollars, sans compter les échanges locaux. Une part importante est occulte ou n'est pas contrôlée et il est difficile de distinguer les usages médicaux des autres usages de ces plantes tels qu'arômes alimentaires, attendrisseurs, insecticides et parfums.

Les plus gros fournisseurs mondiaux sont la Chine, Singapour, le Brésil et l'Égypte, mais

plusieurs pays ACP – notamment le Soudan, la République démocratique du Congo, le Vanuatu et Madagascar – produisent aussi des plantes médicinales (et des extraits) qui figurent en bonne place dans leurs listes de produits d'exportation.

Bon pour la santé (financière)

Les États-Unis sont le premier importateur mondial, suivis par l'UE. Le Mexique, la Pologne et la Corée du Sud élargissent rapidement leurs marchés. Le centre mondial du commerce des plantes médicinales se situe à Hambourg, en Allemagne, en raison de la position dominante de ce pays au sein du marché européen.

Malgré une augmentation spectaculaire des opportunités commerciales, les marchés d'importation sont aujourd'hui plutôt difficiles à pénétrer. Pour garantir la sécurité des consommateurs, les États-Unis, le Japon et l'UE ont rendu leurs critères de qualité encore plus stricts. Le Parlement européen se débat dans les nouvelles définitions tout comme la législation américaine, nerveuse elle aussi. La complexité et la volatilité de ces marchés constituent une barrière importante aux exportations ACP, comme l'ont relevé des séminaires régionaux sur les plantes médicinales, organisés par le Secrétariat du Commonwealth, le Centre pour le développement de l'entreprise et le CTA. Le prochain séminaire de ce cycle est programmé aux Caraïbes en décembre 2002.

C'est pourtant un secteur dans lequel il est intéressant d'investir, en évitant toutefois de se raccrocher à n'importe quoi sur le marché et de cueillir les plantes trop avidement. On peut récolter les feuilles, cosses, graines, fleurs, écorces de nombreuses plantes médicinales sans les détruire, à condition de récolter avec mesure. De nombreux programmes communautaires se sont engagés dans une exploitation durable des forêts. On a démontré à Madagascar, en Indonésie et au Belize qu'un hectare de forêt bien géré pour l'exploitation du bois et la cueillette des plantes médicinales rapporte plus que si on le défriche pour la culture ou l'élevage.

La culture est l'option la plus sage. Cela demande des investissements et donc des revenus sûrs, ainsi que la garantie que les habitats des plantes sauvages seront protégés et exploités avec le souci du bien commun.

Voir Repères, page 10

Scénario pour une bonne exploitation des plantes médicinales:

- Résoudre les questions de propriété intellectuelle.
- Recueillir et consigner le savoir local.
- Valider scientifiquement les plantes médicinales et leurs usages.
- Diffuser de l'information sur le marché, surtout sur les tendances et les réglementations.
- Mener des recherches sur les niveaux de durabilité et les méthodes de culture et de cueillette.

Emballage alimentaire

Mis en boîte

Les nouveaux emballages alimentaires protègent les produits, séduisent les consommateurs et respectent la loi. Le plus difficile, c'est de suivre les dernières tendances.



Les tomates au Kenya...

Il arrive que le marché Owino de Kampala, en Ouganda, soit inondé – dans tous les sens du terme. D'abord par les pluies, puis par un afflux de denrées dû à une surproduction. En Ouganda comme ailleurs, la production et les rendements agricoles dépendent beaucoup de la saison des pluies.

Sur le marché, Sarah Masaaba bat la concurrence en nettoyant ses produits frais et en les enveloppant dans de belles feuilles vertes ou en emballant ses produits secs dans des feuilles de plastique transparent. Les produits sont ainsi plus attrayants pour certains consommateurs.

L'emballage est aussi important que le produit lui-même. Il protège contre les dommages et les détériorations, facilite la manutention et le transport, informe le consommateur sur le contenu et facilite l'usage du produit. Comme des milliers d'autres commerçants, Sarah Masaaba sait que pour prospérer dans le commerce des produits horticoles et de toute autre denrée périssable, il faut faire parvenir ces produits sains et entiers au consommateur.

Dans beaucoup de pays ACP, les denrées horticoles destinées au marché intérieur sont habituellement emballées sur les lieux de production. Toutefois, certains agriculteurs transportent eux-mêmes leurs denrées vers les boutiques des détaillants dans des récipients qui ne sont pas adaptés au transport et ceci nuit à la qualité nutritive et à la conservation des produits. De plus, notamment dans les grandes entreprises et les entrepôts pour l'exportation, les produits sont entassés dans des conteneurs qui favorisent l'accumulation de gaz d'éthylène en cours de stockage, ce qui accélère la maturation des produits.

En Ouganda, les pertes après récolte représentent 30 % du coût de production des denrées agricoles. Au Sénégal, des études ont montré que la moitié des faillites des petites entreprises alimentaires est due à une mau-

vaise distribution et à des pertes liées à des emballages inadaptés.

La boîte à règlements

Ce n'est pas seulement pour plaire aux clients ou pour protéger leurs produits que les fabricants et les revendeurs doivent être plus attentifs à l'emballage. Il y a aussi de plus en plus de réglementations. Chaque pays adopte des normes pour les produits locaux et importés, normes qui s'inspirent souvent des directives de la Commission du *Codex Alimentarius* concernant la transformation, l'étiquetage, la présentation, la publicité, le poids, l'hygiène, les pratiques de transformation et de manutention ainsi que les exigences relatives aux matériaux d'emballage. Ces normes sont compliquées et parfois difficiles d'accès pour les petits producteurs, mais elles sont disponibles dans les bureaux nationaux de normalisation, les ministères, les ambassades, les chambres de commerce et les départements des sciences et techniques alimentaires des universités.

Les pays importateurs exigent en plus que les produits alimentaires transformés aient été soumis à une analyse des risques et des points critiques de contrôle. Cette analyse, dite HACCP, porte sur les étapes critiques du parcours du produit alimentaire depuis la ferme jusqu'au distributeur final: achat, entreposage, pré-transformation, cuisson, refroidissement et emballage.

C'est dans les pays occidentaux que le *Codex Alimentarius* et l'analyse HACCP sont appliqués le plus strictement, mais comme ces directives affectent directement leurs exportations, de nombreux pays ACP les incorporeront bientôt dans leur législation. Ces directives ne seront peut-être pas appliquées rigoureusement, par manque de mécanismes adéquats, mais elles seront précisées dans un Code accessible à tous.

Le rôle de la technologie

Paradoxalement, les questions environnementales devraient avoir des retombées similaires sur la nature des emballages et leur fabrication. Beaucoup de nations occidentales réduisent l'énergie et la quantité de matériaux utilisées pour emballer les produits, alimentaires ou non, tout en respectant les réglementations sanitaires. Ils minimisent l'utilisation de plastiques non recyclables au bénéfice des matières recyclables comme le tissu ou le papier sans bois.

Un exemple extrême: une usine de Wageningen, aux Pays-Bas, à deux kilomètres des bureaux de *Spore*, produit des sacs biodégradables à partir d'épis de maïs, pour la collecte et l'acheminement des déchets organiques des ménages vers les sites centraux de compostage. Voilà un bon créneau pour un emballer ACP ingénieux! « Dématérialisation » ne rime pourtant pas toujours avec « anti-plastique ». En Suisse, les sacs à provisions en plastique sont vingt fois plus épais que les sacs en plastique bleu très fin omniprésents qui polluent aujourd'hui les villes et ceintures vertes du monde entier. Pourquoi? Parce qu'un sac plus épais sert plus longtemps et que sa fabrication demande moins d'énergie. Des calculs similaires sont à l'origine du récent changement de format des cartons de jus de fruits en Europe. Ces cartons sont plus grands et plus étroits, de sorte que l'on peut en charger plus sur les camions et en placer plus en rayons de magasin, ce qui réduit le besoin en énergie.



... ou le café au Burundi: l'industrialisation est passée par là.

Feuille ou peau de banane?

Les calculs qui déterminent le choix de l'emballage sont complexes et il est peu probable qu'à l'avenir on préfère une feuille de bananier à un emballage manufacturé. Pour les agro-industriels et les transporteurs des pays ACP, la question n'est pas tant d'obtenir de l'information sur les réglementations et sur les tendances, mais plutôt d'accéder aux techniques permettant de fabriquer les emballages adéquats. La vente d'équipements d'emballage obsolètes aux entreprises ACP et l'adoption de pratiques HACCP compliquées ne sont pas nécessairement des stratagèmes délibérés pour exclure certains produits des marchés occidentaux, mais on voit bien comment l'idée peut faire son chemin. Tandis que les barrières commerciales tombent, les barrières techniques grandissent. Pour les surmonter, les exemptions et les quotas ne suffiront pas. Il faudra des machines.

La parole est d'argent, le livre est d'or

Même dans les cultures dominées par le récit et la tradition orale, encourager la lecture et le livre est l'une des meilleures façons de casser le cercle vicieux de la pauvreté. Le livre, c'est la mémoire, l'information, la vie, la liberté – il construit l'histoire. Piochez donc quelques pages aujourd'hui.



Photo R. Jones © Panos Pictures

« **P**roduire des livres de qualité, ce n'est pas tout : encore faut-il les faire parvenir aux lecteurs. » Ce commentaire de Serah Mwangi, des Éditions Focus au Kenya, résume les règles de base pour réussir partout dans l'édition et particulièrement dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural des pays en développement.

Quelle est l'importance du livre dans les pays ACP ? Nous entrons, dit-on, dans le « siècle du savoir » et la « société de l'information », mais certaines régions ACP semblent bien loin de ces notions. En Afrique

subsaharienne, le niveau moyen de production de livres dans les années 1990 ne dépassait pas 9 000 titres par an. Cela représente beaucoup d'encre et de papier et plus de livres que les librairies d'une capitale n'en ont en stock. Pourtant, la majorité de ces titres a été produite dans un seul pays, l'Afrique du Sud. Quant aux autres, les livres scolaires constituent l'essentiel de leur production.

Il ne fait pas l'ombre d'un doute que le livre est un outil inestimable pour partager le savoir et le conserver. Dans les sociétés de tradition orale, il y a peu de lecteurs quand les taux d'alphabétisation sont faibles. Dans ce cas, qui vient en premier ? Le livre ou le lecteur ? Certains pays à taux élevé de scolarisation ont un secteur d'édition relativement dynamique. Le Kenya, où le taux d'alphabétisation moyen est de 78 % (86 % d'hommes et 70 % de femmes), en est un exemple, de même que le Zimbabwe, la Jamaïque, Fidji et bien d'autres pays. D'autres font moins bien : le taux moyen d'alphabétisation du Mozambique est de 40 % (23 % de femmes et 58 % d'hommes)

et celui du Niger est de 14% (31% d'hommes et à peine 7 % de femmes).

Cercle vicieux ou vertueux ?

C'est l'impasse, semble-t-il, alors comment s'en sortir ? Gertrude Kayaga, ancienne directrice des services de la Bibliothèque nationale du Botswana et maintenant à l'Université des Martyrs à Kampala, résume bien la situation : « On entend souvent dire que "notre culture n'est pas celle de la lecture" ou que "les sociétés africaines sont orales" dans les débats sur l'alphabétisation, l'édition, les niveaux d'éducation, la vente de livres et la disponibilité de matériels de lecture en Afrique. Les discussions portent souvent sur le cercle vicieux qui affecte la lecture, l'écriture et l'industrie du livre en Afrique : rien à lire, donc pas de culture de la lecture, donc pas de marché du livre, donc pas d'édition et ... Vous pouvez prendre ce cercle à n'importe quel point. »

Transformer le cercle vicieux en cercle vertueux, c'est le défi qu'un certain nombre de professionnels de l'édition ont relevé avec énergie ces dernières années. Conçu à la fin des années 1980, le Réseau des éditeurs africains (APNET), basé à Harare au Zimbabwe, s'est développé pour devenir aujourd'hui une vaste et respectée association des éditeurs présente dans la majorité des pays africains. Il a encouragé le commerce du livre, incarné par l'Association panafricaine des libraires, dans la recherche de partenariats créatifs avec les éditeurs pour rompre le cercle vicieux. L'AP-

Mères courage

« Si ça ne convient pas aux femmes, ça ne convient à personne ». Cette formule conçue au départ pour la technologie est également valable pour l'édition en Afrique et dans d'autres continents.

Si les éditrices font partie intégrante du paysage de l'édition caribéenne, il n'en va pas de même pour l'édition africaine, où les femmes sont sous-représentées. Un livre particulièrement émouvant – et plein d'espoir –, *Courage and Consequence*, raconte l'expérience personnelle de dix femmes africaines qui dirigent leur propre maison ou service d'édition, comment et pourquoi elles sont venues à ce métier, leurs succès et leurs échecs. Ces femmes originaires du Ghana, du Kenya, de Namibie, du Nigeria, de l'Ouganda, du Sénégal et du Zimbabwe représentent tous les secteurs de l'édition – public, privé, sans but lucratif ou communautaire – ainsi qu'un groupe d'« écrivaines » et le secteur de la librairie. Un onzième article donne un aperçu de la situation des femmes dans l'édition en Afrique du Sud.

Qu'est-ce qui est si émouvant dans ce livre, que nous recommandons à tous les lecteurs de *Spore* qui lisent un peu l'anglais et s'intéressent au livre et à l'édition, professionnellement ou personnellement ? Parmi les auteurs, rares sont celles qui ont subi une discrimination sexiste ; elles ont plutôt été en butte au manque d'éducation et à des facteurs culturels. Leurs témoignages conduisent à réfléchir sur les réalités de l'édition africaine, notamment pour les femmes. Ils montrent comment ces dix femmes ont réussi et le courage qu'il faut, en Afrique, pour lancer et gérer des institutions culturelles. Ils constituent un exemple pour toutes celles (et ceux) qui veulent jouer un rôle dans le secteur culturel du développement et – qui sait ? – amener l'édition à s'engager totalement dans le monde rural et le développement agricole.

■ *Courage and Consequence: Women Publishing in Africa.*

African Books Collective, Oxford, 2002, 109 pages. ISBN 0952126974, 11,95 GBP • 19,95 \$US • 21,50 €

ABC, 27 Park End Street, Oxford OX1 1HU, Royaume-Uni

Fax : + 44 1865 793 298 - E-mail: abc@africanbookscollective.com - Site Web : www.africanbookscollective.com

L'African Books Collective commercialise la production de ses membres éditeurs sur le marché international en utilisant les infrastructures de distribution et de gestion financière les plus efficaces et les plus rentables.



Photo J. Schryer © Still Pictures



Photo B. Press © Panor Pictures

Sur cent livres publiés dans le monde, à peine deux viennent d'Afrique.

Avis de recherche : la bonne équation

Pour encourager pleinement le secteur de l'édition dans les pays ACP et notamment son rôle dans l'information pour le développement agricole et rural, il faut convaincre les investisseurs publics ou privés, à l'intérieur comme à l'extérieur, de l'importance du livre pour la société. Mais quels profits financiers peut-on tirer du fait que les lecteurs ont enrichi leurs connaissances et qu'ils les ont exploitées sur le plan technique, organisationnel ou littéraire? Quelle est la rentabilité économique de la culture?

Si les économistes savent estimer les profits liés à la construction d'un marché couvert, d'un silo ou d'une voie reliant un village à la route principale, alors pourquoi ne pourrions-nous pas estimer la valeur d'un livre?

Nous invitons nos lecteurs à nous envoyer des suggestions sur la façon de formuler une « bonne équation pour le livre ». Merci d'utiliser l'adresse Médiateurs en page 15 ou d'envoyer un e-mail à : equation-livre@spore-magazine.org



NET a fait des émules et d'autres réseaux régionaux ont vu le jour pour promouvoir leur secteur de l'édition : CAPNet, l'association des éditeurs caribéens, est le plus connu (voir *Spore* 95) et un autre se constitue dans le Pacifique. L'union fait la force, ont dû se dire ces organisations, et ceux qui ont investi dans leur développement peuvent s'enorgueillir d'avoir fait un choix stratégique judicieux. Jane Katjavivi, qui est membre de l'APNET depuis les débuts et a fondé New Namibia Books en 1989, résume dans son livre *Courage and Consequence* ses dix ans d'expérience dans le monde de l'édition : « Je me sentais isolée dans mon travail. L'APNET et l'African Books Collective m'ont prodigué amitié, soutien et conseils et, sans eux, je n'aurais peut-être pas tenu dix ans. » Ces structures et d'autres associations professionnelles et commerciales fournissent à leurs membres de la formation, de la documentation, de l'information sur le marché, un appui pour la promotion et une représentation aux foires commerciales telles que les foires du livre de Harare, Dakar, Accra et Francfort. Elles assurent aussi un travail essentiel de lobbying en incitant les donateurs et les investisseurs à conjuguer leurs efforts dans des domaines comme les priorités de financement, le respect des conventions internationales sur les droits d'auteur ou l'abolition des taxes sur le papier, l'encre et l'impression.

Publier là où il n'y a pas de marché

Chaque lecteur de *Spore* connaît l'importance de l'accès à une information écrite fiable, même dans des domaines considérés par les éditeurs comme marginaux et peu lucratifs. Le problème, depuis longtemps, c'est l'absence d'un marché viable pour les publica-

tions techniques ou, du moins, l'absence d'une demande qui s'exprime en monnaie sonnante et trébuchante. Le fait est que, si les éditeurs en tiraient un revenu suffisant, il serait possible de rompre le cercle vicieux (ce n'est pas sans inquiétude que nous écrivons ceci). Les revenus potentiels de la vente de publications agricoles ne sont pas suffisants pour couvrir les coûts de fabrication, car les lecteurs ne peuvent tout simplement pas payer le prix réel.

Ce pessimisme est-il justifié? Une manière sûre de parvenir à une vision plus optimiste est de compenser chaque perte par un gain provenant d'autres sources telles que subventions et prêts extérieurs, ventes provenant d'autres activités ou édition dans des secteurs plus rentables comme les livres scolaires et la fiction populaire. Les éditeurs s'y prennent ainsi depuis des siècles. La plupart savent lire leur bilan financier d'un œil réaliste, mais compatissant : le Livre a quelque chose de spécial. Grâce aux efforts surhumains d'éditeurs, de libraires et de distributeurs dévoués et grâce aux nouveaux médias qui facilitent les tâches complexes du métier de l'édition, le Livre participe autant à l'avenir qu'au passé. Il reste qu'en termes d'édition agricole nous devons encore trouver comment atténuer notre peur de perdre.


Des éditeurs qui n'arrivent pas à bien faire leur métier

Une part importante du métier normal de l'éditeur consiste à connaître les attentes du public et à orienter ainsi le travail de l'auteur. De fait, peu d'éditeurs d'ouvrages techniques pour l'Afrique effectuent ce travail, et beaucoup se contentent d'assurer les fonctions techniques de l'édition : correction, mise en page, suivi d'impression.

Étant donné l'éloignement et la dispersion du public, et donc la difficulté de connaître ses désirs, ainsi que la faiblesse des recettes à espérer, ce comportement est normal. Il est accentué par la taille réduite des éditeurs : en effet, la connaissance d'un marché est soumise à des économies d'échelle.

De leur côté, les organisations de coopération qui commandent la réalisation d'ouvrages ne mesurent souvent pas le rôle de communication entre le public et l'auteur que peuvent et devraient assurer les éditeurs et ne le rémunèrent pas.

L'adéquation des textes publiés au public repose donc entièrement sur les auteurs et les organisations de coopération. Dès lors celle-ci n'est pas toujours assurée : le désir de « se placer » sur un thème à la mode en concurrence avec d'autres institutions ou individus peut l'emporter sur la volonté de satisfaire un public.

 **Extrait de :** La promotion du livre technique en Afrique. Actes de séminaire, Arnhem, Pays-Bas, 3-6 novembre 1992. CTA, Wageningen, 1994, 129 p. ISBN 92 9081 1048. N° du CTA 639, 10 unités de crédit.

Caravane Internet

■ Mi-mars 2002, le gouvernement mauritanien a lancé, en fanfare, sa nouvelle « caravane Internet » pour introduire ce média dans les communautés rurales. La caravane parcourt la région du Hodh El Chargi, proche de la frontière malienne, et son périple devrait durer plusieurs mois. Sur son passage, tout le monde est invité à bénéficier gratuitement de consultations Internet. La Mauritanie – ou Mauret@nie.mr comme elle se nomme elle-même en ligne – dispose d'une connexion intégrale depuis 1997, mais le nombre d'abonnés reste très faible. Ce problème devrait en partie être résolu par la mise en place de services proposant des connexions permanentes dans les centres ruraux.

Trop tôt pour le marché

■ Les prix élevés de la vanille sur le marché mondial (voir *Spore* 98) ont conduit les acheteurs locaux d'Ouganda, un producteur relativement petit, à inciter les cultivateurs à récolter et à vendre leurs gousses prématurément. Pour se prémunir contre les voleurs, certains producteurs récoltent les gousses avant maturité. Ces pratiques compromettent la qualité de la vanille et conduisent à une baisse du prix local.

Chauffez-les

■ Suivant l'exemple d'autres îles du Pacifique, le gouvernement samoan s'est équipé d'une installation de traitement à air pulsé à haute température pour satisfaire la réglementation sur les importations et la quarantaine pour les nuisibles, en vigueur en Nouvelle-Zélande et en Australie (voir aussi *Spore* 92). Ce dispositif, qui débarrasse les produits frais des mouches des fruits, sera utilisé d'abord et avant tout pour les exportations de papayes. Il est basé au Centre de recherche de Nu'u, dans les Samoa occidentales.

Un forum pour tous

■ Une conférence électronique sera lancée le 20 juillet 2002 pour préparer le « Forum européen sur la coopération pour le développement rural » (Montpellier, France, septembre 2002). Les discussions, en français et en anglais, ouvertes à tous, couvriront les thèmes de la gestion durable des ressources naturelles, du foncier et des organisations paysannes. Vous pouvez participer en ligne à travers le site www.agricta.org ou par e-mail. Envoyez un e-mail avec « subscribe » à la ligne « objet » à : moderation-fr@cta.nl

Des taches sur le tournesol

■ Fin 2001, l'Association pour le renforcement de la recherche agricole en Afrique orientale et centrale a fait état d'une nouvelle maladie virale du tournesol (*Helianthus annuus*), découverte au Kenya, au Malawi en Tanzanie et en Zambie. Cette maladie rend les feuilles friables et – si l'infection dépasse 70 % – provoque une réduction de la taille des têtes. Le virus, provisoirement classé dans le genre *Umbravirus*, se rencontre surtout chez les hybrides améliorés.

Cette nouvelle menace arrive au mauvais moment pour la culture du tournesol, en plein essor dans beaucoup de pays ACP. La demande d'huile comestible, notamment de tournesol, s'accroît sur les marchés domestiques comme internationaux. Il y a vingt ans, la majorité des pays ACP importait plus de 60 % de l'huile alimentaire pour leur consommation et l'huile de tournesol a joué un rôle important pour réduire cette proportion.

Les huiles comestibles jouent un rôle essentiel dans l'alimentation en aidant à l'assimilation des vitamines et des protéines. Traditionnellement, l'apport de lipides en Afrique subsaharienne est un des plus faibles du monde. Au cours des deux dernières décennies, plutôt que de s'appuyer sur les huiles importées, relativement chères, on a promu les huiles produites localement,

comme une alternative saine et bon marché pour les zones rurales. Aujourd'hui, sur les 15 millions d'hectares de tournesol cultivés dans le monde, un demi-million se situe en Afrique.

La réussite du tournesol en Afrique tient en partie à la reproduction d'une petite presse hydraulique, mise au point et introduite au milieu des années 1980 par Appropriate Technology International (ATI). Cette organisation, restructurée, est aujourd'hui connue sous le nom d'EnterpriseWorks et dispose d'une antenne dans chaque région ACP. Connu à l'origine comme la presse Bielenberg, l'équipement a

aujourd'hui de nombreuses variantes et il est fabriqué localement dans une grande partie de l'Afrique. On l'appelle RAMCO en Afrique australe et RAM 32 en Ouganda. Les différents modèles sont vendus de 100 à 300 €. La presse peut traiter les graines de tournesol comme celles de sésame. Avec un rendement de 10 l d'huile pour 50 kg de graines de tournesol, la presse est aussi fabriquée et utilisée au Sénégal, pour les graines de sésame.

EnterpriseWorks Worldwide
1828 L Street NW, Suite 1000
Washington, DC 20036,
USA
Fax : + 1 202 2934598
E-mail : info@enterpriseworks.org
Site Web : www.enterpriseworks.org



Photo NHRA © Sunsel

Maudits parasites

■ Dans les pays tropicaux, il est difficile de trouver un mouton ou une chèvre qui ne soit pas porteur de parasites gastro-intestinaux (helminthes) en quantités généralement très élevées.

Les chèvres et les moutons ingèrent ces parasites avec l'herbe et les plantes qu'ils mangent. Ces parasites survivent pendant des mois et se répandent facilement par les excréments.

Une étude menée en 2001 par le Centre de recherche zootechnique de Kolda (Sénégal) confirme, comme beaucoup d'autres, les niveaux élevés de contamination. D'après cette étude, 70 % des animaux étaient infectés par le seul *Oesophagostomum columbianum*, sans parler des autres parasites.

Ces helminthes sont responsables de 40 % des morts de ruminants et de 33 % des pertes de productivité du troupeau.

Une étude similaire menée en Ethiopie signale la présence d'helminthes *Haemonchus contortus* et *O. columbianum* dans plus de 90 % des ruminants étudiés. En Guadeloupe et en Martinique, la prévalence des parasites chez les ruminants est de 100 %. Là, ce sont *H. cortus* et *Trichostrongylus colubriformis* qui sont les principaux coupables.

Ces infections peuvent être traitées avec des mélanges chimiques antihelminthiques qui détruisent ou expulsent ces parasites. Ces remèdes sont peu disponibles, chers et efficaces seulement si on

les applique régulièrement au bon moment, c'est-à-dire quand les risques d'infestation sont les plus importants, notamment lorsque leur niveau de reproduction devient dangereusement élevé dans les zones de pâturages.

Les animaux sains et bien nourris sont évidemment moins vulnérables. Plus précisément, les suppléments alimentaires azotés augmentent leur résistance à *H. contortus*. Les systèmes de pâtures à espèces mixtes, avec par exemple une association moutons et bétail, réduisent aussi les niveaux d'infestation et les pertes de productivité. Le surpâturage – mauvaise méthode dans tous les cas – augmente aussi les niveaux d'infestation.

Un instinct de négociateur

■ Comment les pays ACP peuvent-ils participer plus efficacement aux complexes négociations agricoles mondiales? Quelles stratégies d'information et de communication peuvent les aider? Quelles barrières faut-il lever? Quelles passerelles faut-il construire?

Ces questions seront débattues au cours d'un forum électronique fin septembre en préparation du séminaire international organisé par le CTA, à Bruxelles, du 26 au 29 novembre 2002, à l'intention d'équipes de négociateurs, de groupes d'appui, de groupes de pression, d'experts commerciaux et autres.

Et cela débouchera, on l'espère, sur des actions claires et précises. Parmi les négociations essentielles, figurent celles de l'Organisation mondiale du commerce. D'ici à mars 2003, les pays devront définir leur « approche » des négociations. Ils prépareront alors une « offre de départ » en vue d'une conférence ministérielle qui se tiendra en septembre 2003 à Mexico. Puis, pendant 15 mois, ils pourront conclure des accords au sein de groupes d'intérêts ou de façon bilatérale et les feront avaliser avant le 1^{er} janvier 2005. Cela demandera une vision claire et des esprits informés et sereins. Ce séminaire tombe à point nommé.

Misez sur le caoutchouc

■ C'est sans doute le moment de revenir au caoutchouc naturel. Bien que les prix aient chuté de 50 % depuis 1996 pour atteindre 0,70 \$/kg en 2001, une étude publiée début 2002 par l'Université d'Amsterdam prévoit une hausse de la demande et des prix à moyen terme.

Ces dernières années, le Liberia, le Ghana et le Cameroun ont augmenté leur production, mais les parts de marché de la Côte d'Ivoire et du Nigeria – les

plus gros producteurs d'Afrique – sont en péril. En Côte d'Ivoire, la privatisation n'a pas donné les résultats escomptés, laissant les petits producteurs, majoritaires, se débrouiller tout seuls. Au Nigeria, le renouvellement des plantations a longtemps été négligé et de nombreux arbres ont plus de trente ans, en d'autres termes, au moins cinq ans de trop.

Replanter coûte cher aux petits producteurs. Il faut six ans pour pouvoir saigner les nouveaux arbres (*Hevea brasiliensis*). Replanter régulièrement retarde la production et diminue la récolte de sève, donc les revenus. Le Centre national de recherche agronomique de Côte d'Ivoire a les moyens d'amortir le choc. L'hévéa peut être associé avec toutes sortes de cultures, riz, igname, arachide, plantain, maïs ou légumes, sans perte de productivité, et il peut aussi, dit-on, pousser parallèlement à des cultures commercialisables comme le café, le cacao, l'huile de palme, le cola et le citron.



Photo J. Saint-Beuve

Un peu de souplesse dans les cultures alternées.

Nouvelles fraîches

■ Voulez-vous que tous les membres de votre organisation soient informés des dernières nouvelles agricoles? Alors voyez si vous pouvez vous inspirer de cette



pratique simple mais futée, mise au point depuis quinze mois par le Bureau d'information et de communication du ministère fidjien de l'Agriculture.

Depuis plus d'un an, quatre agents – rédacteurs et concepteurs – arrivent plus tôt au travail, à 7 h du matin, et consacrent leurs 60 premières minutes à lire les journaux et à en faire un. Ils commencent par sélectionner des informations dans les quatre quotidiens nationaux publiés dans la capitale. Pour une journée type (prenons un numéro de mi-février), huit articles avaient été sélectionnés, notamment un soutien des agriculteurs de la province du Nord pour la réorganisation de la Commission du sucre, une enquête des autorités sanitaires américaines sur des défaillances hépatiques attribuées à la consommation de kava (une des principales exportations fidjiennes), des rapports sur des détournements de fonds de projets agricoles, un échec dans les tests de qualité des engrais, plus une revue des émissions de radio rurale du matin en fidjien et en hindi.

L'équipe rédige des reportages sélectionnés, en y ajoutant quelques proverbes, citations et photos. Puis, avec un logiciel de publication assistée, elle édite et imprime une lettre d'information de 2 ou 4 pages, la distribue à 8 h du matin à tous les départements du siège et la fait circuler, par la poste interne matinale, aux services éloignés et aux vulgarisateurs.

Et toc sur les tiques

■ Mauvaises nouvelles pour la tique tropicale des Caraïbes (TBT ou *Amblyomma variegatum*). Désormais, quatre des neuf îles originellement infectées (St Kitts, Ste Lucie, Montserrat et Anguilla) qui participent au Programme Amblyomma des Caraïbes (CAP) ont réussi à éliminer ce nuisible du bétail. Elles bénéficieront d'un statut « provisoire », le « définitif » ne leur étant accordé que lorsque toutes les îles en seront débarrassées. La Dominique n'est pas loin derrière et obtiendra le statut provisoire vers la fin de 2002. Ce programme, lancé en 1994, visait la destruction de la TBT et des maladies associées, comme la dermatophilose et la cowdriose, pour fin 2002. Plus de la moitié du chemin a déjà été parcourue.

Caribbean Amblyomma Programme
PO Box 631-C
Bridgetown
Barbades
Fax: + 1 246 427 27 60
E-mail: rcu@sunbeach.net
Site Web: www.capweb.org

Insatiable rouille

■ Pour la première fois depuis son introduction au Nigeria il y a cent ans, la culture du soja a gravement souffert d'une attaque de rouille, due cette fois à un champignon, *Phakospora pachyrhiz*. Dans le sud-ouest du pays, les pertes s'élèvent à près de 80 %. La rouille a été découverte pour la première fois sur le continent africain en mars 2001, en Afrique du Sud, et elle a également touché le Zimbabwe. L'Institut national de recherche sur les céréales (NCRI) et l'Institut international pour l'agriculture tropicale (IITA), au Nigeria, ont lancé une recherche sur des lignées de soja résistantes.

NCRI
PMB 8
Niger State
Nigeria
Fax: + 234 46 46 234

Le Nigeria bat la Chine

■ En devenant le premier fournisseur de sésame pour le Japon, le Nigeria repousse la Chine à la deuxième place et s'approprie un quart des parts de marché. En 2001, le Nigeria a exporté plus de 34 000 t de sésame vers le Japon, 57 % de plus qu'en 2000 et un peu plus que l'ensemble des exportations des autres pays africains (Burkina Faso, Éthiopie, Soudan, Ouganda et Tanzanie). Un facteur révélateur : le sésame nigérian bat le chinois, en termes de prix.

Ferment de guérison

■ Voici un tuyau pour une alimentation saine (et de bonnes ventes, si vous cultivez du soja). Le soja fermenté (tempeh) peut réduire la durée et la gravité des diarrhées en empêchant la bactérie *E. coli* de se fixer dans les intestins. Lorsqu'elle se fixe, cette bactérie libère un poison qui augmente le taux d'humidité du contenu des intestins. Le tempeh est largement utilisé comme ingrédient dans la nourriture des bébés en Indonésie, en Europe et dans les Amériques. Par ailleurs, J. Kiers, chercheur au Centre de recherche et Université de Wageningen, a testé avec succès le tempeh indonésien sur les porcelets, réduisant leur diarrhée de 25 %.

En direct de Mauritanie

■ Après des années d'investissement en irrigation, les légumes et fruits de Mauritanie apparaissent maintenant dans les boutiques européennes, rapporte la revue *Afrique-Agriculture*. Pastèques, haricots verts et piments tentent de prendre pied sur un marché encombré.

Cliquez sur ce sac !

■ Dix-sept lots de café de qualité gourmet, représentant au moins 4 t de marchandises, ont été mis à prix au cours de la première vente de café aux enchères sur Internet en Afrique. Celle-ci a eu lieu à Nairobi, Kenya, le 10 avril 2002. Ces lots provenaient de producteurs d'Éthiopie, du Kenya, de Tanzanie et d'Ouganda. Deux lots seulement ont été vendus, mais à un meilleur prix (4,10 US\$/lb. pour du Kenya Arabica AA) qu'aux enchères locales (3,13 US \$/lb.). Les organisateurs, l'Eastern Africa Fine Coffee Association (EAFCA) et Lion Coffee Ltd, ont pris des dispositions pour alerter davantage d'acheteurs – et plus tôt – pour la prochaine session.

☞ EAFCA,
PO Box 27405
Kampala, Ouganda
Fax: + 256 41 34 71 45
E-mail: fkawuma@eafca.org
Site Web: www.eafca.org

La plante du mois

■ Une des rubriques de MedPlant (voir Repères, page 10), est consacrée à la « plante du mois ». En mai 2002, il s'agissait de *Vernonia amygdalina*, un arbuste à feuilles amères originaire d'Afrique subsaharienne. Appelé *mujonso* par les Tanzaniens ou *Iwuro* par les Nigériens, il est utilisé pour traiter les parasites intestinaux et la schistosomiase (cécité des rivières) ou bilharziose.

Cowboys urbains demandés

■ La pénurie de gestionnaires formés à l'élevage, voilà un des problèmes majeurs de l'agriculture urbaine, si l'on en croit les conclusions de dix études entreprises récemment dans ce domaine avec l'appui du Centre canadien de recherche internationale sur le développement. Le programme Agropolis du CRDI offre des bourses à des projets de recherches universitaires (*ne présentez pas d'autres types de projets*), portant sur les pratiques et les perspectives en Afrique australe, Argentine, Côte d'Ivoire, Cuba et Togo. Les premiers résultats d'une série de recherches, menées pendant un an, ont été dévoilés fin mars 2002 et une publication intégrale est prévue début 2003.

Ces études ont souligné l'ingéniosité qu'il faut déployer pour cultiver herbes, fruits et légumes et



Photo E. Delany-Antheaume © IRD

Maintenant, c'est pour ses potagers que Soweto est connue en Afrique du Sud.

faire du petit élevage sur les balcons, dans les cours et dans des parcelles inexploitées. Pour quelques producteurs, c'est un gagne-pain. Mais pour beaucoup de citadins, c'est peu de chose en termes de sécurité alimentaire. Il est encore difficile de persuader les décideurs urbains d'accepter ces

pratiques et de les mettre en œuvre, avec des services de vulgarisation, des vétérinaires urbains et des mesures d'hygiène. De toute évidence, il faut chercher encore.

☞ Agropolis, IDRC, PO Box 8500
Ottawa, ON K1G 3H9, Canada
E-mail: agropolis@idrc.ca – Site Web: www.idrc.ca/cfp/faghome.html

La voix du désert



Il y a, dans les déserts, quelque chose qui nous rend plus débrouillards. Pour survivre dans un désert, il faut être très créatif. C'est vrai aussi si vous devez protéger vos terres arides ou semi-arides de la désertification due à la surexploitation, au surpâturage, à la déforestation et au manque d'irrigation. Distincte de l'avancée actuelle des déserts, la désertification affecte directement 250 millions de personnes dans une grande partie de l'Afrique, certaines zones des îles du Pacifique, de Cuba, de la République dominicaine, d'Haïti et de la Jamaïque. Elle menace quelque 800 autres millions de personnes.

C'était sûrement des esprits éveillés qui ont conçu la « Conférence 2002 sur la désertification », qui s'est tenue en avril, durant trois semaines, en Afrique du Sud et en Namibie. Trois semaines. La partie formelle et les discours ont été placés entre de longues sessions sur le terrain avec les acteurs principaux, afin d'alimenter les Plans nationaux d'action (PNA) de la Convention des Nations unies pour combattre la désertification (UNCCD). Signée en 1992, l'UNCCD sera réexaminée – à la lumière de cette conférence – par le Sommet mondial

sur le développement durable, prévu à Johannesburg (Afrique du Sud) en août 2002.

Commençons par le milieu. Un symposium de trois jours au Cap a rassemblé 150 « combattants » provenant de 11 pays d'Afrique australe, mais aussi d'Afrique orientale, occidentale et septentrionale, d'Argentine et de plusieurs pays d'Asie centrale et méridionale. Avant ces échanges d'idées entre scientifiques et hommes de terrain, quatre journées de formation ont appris aux organisations communautaires comment concevoir des PNA, formuler des propositions et évaluer la désertification par sa perception par la communauté et la télédétection.

Une centaine de « combattants » se sont alors constitués en groupes pour partir constitués en semaines vers cinq zones névralgiques d'Afrique du Sud et de Namibie

afin d'identifier les rapports des communautés locales avec les baies, les nappes phréatiques, le gibier, les sols, les plantes, les éléphants, la météo traditionnelle, et bien plus encore. Une réunion de trois jours dans le célèbre Centre Gobabeb de recherche et de formation du désert namibien a permis ensuite à l'ensemble des groupes d'échanger leurs récits et de partager leurs projets.

Parmi les engagements pris dans le désert (qui seront évalués au bout de 6 et 12 mois), notons: des flux d'informations horizontales, des visites d'échange ou d'étude sur la micro-finance, des échanges de connaissances sur les plantes médicinales et la production en commun de plans d'action à appliquer au niveau local. Cinq jours de formation supplémentaires ont permis aux groupes communautaires de se perfectionner sur la commercialisation de l'artisanat, l'évaluation environnementale communautaire et les usages alternatifs de la terre.

Tous ces efforts, remarquablement intégrateurs, ont été coordonnés par la Fondation namibienne pour la recherche sur le désert, l'Agence allemande de développement, le Bureau américain de gestion de la terre et le CTA, avec le soutien des fonds de développement du Canada et du Japon et une participation de l'UNCCD et des autorités sud-africaines et namibiennes.



Photo P. Carilli © FAO

Avec ou sans dunes, mieux vaut éviter les déserts.

De l'huile sur le feu

■ Depuis le 1^{er} janvier 2002, l'Union européenne baisse ses tarifs douaniers à l'importation pour certaines huiles et matières grasses provenant des pays en développement, principalement pour le tournesol, l'arachide, le ricin et l'huile de palme. C'est une mauvaise nouvelle pour les pays ACP qui bénéficiaient déjà d'un tarif douanier préférentiel de 0 % (100 % de réduction).

Selon le produit et le pays d'origine, le nouveau système propose deux réductions préférentielles, au lieu de quatre : 100 % de réduction, ou une

déduction de 3,5 % sur le pourcentage tarifaire officiel.

Voici comment certains compétiteurs en bénéficient : le tarif douanier plein pour l'huile de tournesol non raffinée ou l'huile d'arachide est aujourd'hui de 6,4 %. Avec le régime précédent, l'huile d'arachide d'Argentine était taxée à 5,4 %. En déduisant 3,5 % du tarif plein, la taxe est réduite à 2,9 %. En conséquence, l'Argentine – deuxième plus gros exportateur vers l'UE – peut maintenant talonner le Sénégal, encore leader. D'autres, comme le Brésil et l'Inde, ont des avantages similaires pour d'autres huiles et, en 2003, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines vont en bénéficier aussi.

L'histoire ne s'arrête pas là. Le plein tarif douanier pour l'huile de tournesol raffinée est de 9,6 %. Avec le nouveau régime, l'Argentine et l'Ukraine peuvent déduire 3,5 %. L'Union européenne a toutefois décrété que, si ces pays souscrivaient à certaines conventions sur les droits du travail, ils pourraient déduire 8,5 %, ce qui leur donnerait un tarif préférentiel de 1,1 %. Il y a une certaine forme d'équité dans tout cela, il ne s'agit pas seulement de statistiques. Mais du point de vue d'un producteur qui ne dispose pas de capital et qui est victime de la sécheresse, comme le dit l'article principal de *Spore* 98, la survie est tout juste une décimale. Y a-t-il une vie après zéro ?

La surprise du lac Victoria

■ Une vingtaine d'espèces de la famille des poissons cichlidés – supposée éteinte – se sont remarquablement adaptées aux mutations écologiques du lac Victoria et sont de retour. Les chercheurs avaient été surpris d'apprendre en

avait été déclenché. Les perches du Nil se nourrissaient des espèces locales, réduisant leur nombre. Le volume d'algues, nourriture des cichlidés, s'était brusquement accru, réduisant la quantité de lumière et d'oxygène

sensibles à la lumière comme *Haplochromis pyrrhocephalus* ont été les moins perturbés par le changement environnemental. De plus, elles ont adapté leurs yeux à une eau moins claire et moins brillante et ont commencé



Capable de se débrouiller dans l'eau trouble, *Haplochromis pyrrhocephalus* s'est bien adapté au nouvel environnement.

1997 que les pêcheurs locaux prenaient à nouveau des cichlidés, et avaient hâte de comprendre pourquoi.

Revenons aux années 1950, lorsque des alevins de perches du Nil furent lâchés dans le lac. On pensait que ce grand poisson prédateur, riche en protéines, était plus utile et plus nutritif pour les communautés vivant au bord du lac que le petit assortiment de plus de cinq cents types de cichlidés qui peuplaient le lac à cette époque.

Dans les années 1980, il devint clair qu'un désastre écologique

et menaçant la survie de quelques espèces, qui ne pouvaient plus identifier les fines algues pour se nourrir, ni les partenaires potentiels pour se reproduire. Deux cents espèces locales de poisson finirent par disparaître.

Les 20 espèces qui sont réapparues le doivent largement à leurs yeux, à la sélection naturelle et à l'adaptation. Des recherches conduites par l'Institut pour l'évolution et les sciences écologiques de l'Université néerlandaise de Leiden et par des institutions locales ont révélé, en février 2002, que les espèces les moins

à s'attaquer à des organismes plus grands, donc plus faciles à distinguer. Les survivants ont aussi adapté leurs branchies. Comparés à leurs ancêtres des années 1960, ils peuvent maintenant augmenter leur prise d'oxygène à partir d'une eau plus pauvre en oxygène. Les filtres de leurs branchies se sont adaptés à des proies plus grandes.

Les vingt survivants offrent une petite lueur d'espoir quant à la capacité d'adaptation de la nature, même s'ils ne résolvent en rien le désastre écologique du lac Victoria.

Rencontre piquante

■ L'initiative mondiale sur le paludisme et l'agriculture (SIMA) organise un séminaire d'une journée sur ce thème, le 20 novembre 2002, à l'occasion de la troisième Conférence panafricaine sur le paludisme à Arusha, Tanzanie.

SIMA
PO Box 2075
Colombo, Sri Lanka
E-mail: w.van-der-hoek@cgiar.org
Fax: + 94 1 78 68 54
Site Web: www.iwmi.org/sima

Du bœuf virtuellement bio

■ Du 2 septembre au 15 octobre 2002, vous pouvez participer à une conférence électronique sur la production de bœuf bio. Chaque semaine sera consacrée à un thème précis : agroécologie et développement durable, santé et bien-être animal, alimentation et nutrition, qualité de la viande, aspects sociaux et économiques et enfin production bio. Si vous ne pouvez pas vous connecter, demandez les documents imprimés aux organisateurs.

EMBRAPA-Agricultural Research
Centre for the Pantanal
CEP 79320-900
Corumbá, MS
Brésil
E-mail: rsilva@cpap.embrapa.br
Site Web: www.conferencia.uncnet.br/pantanal/organica.en.html

La sauveuse d'arbres a gagné

■ Le Prix Goldmann d'un montant de 125 000 \$US (131 000 €) a été attribué à Fatima Jibrell, une Somalienne qui a fondé l'Organisation de secours et de développement de la Corne de l'Afrique. Depuis le milieu des années 1990, F. Jibrell et son organisation ont mis un coup d'arrêt aux dégâts environnementaux en formant les jeunes – et en poussant les gouvernements à appliquer les lois – afin d'arrêter la coupe des acacias destinés à faire du charbon pour l'exportation. Malgré des prix de l'ordre de 10 \$US (10,60 €) le sac, les exportations de « l'or noir » somalien ont chuté de 80 %. En introduisant des fourneaux solaires, le projet a également réduit la consommation de charbon.

Voir Repères, *Spore* 98

Touchons du bois !

■ Organisé conjointement par la FAO et les ministères des Ressources naturelles du Canada et du Québec, le XII^e congrès forestier mondial « La forêt, source de vie » aura lieu, dans la ville de Québec, Canada, du 21 au 28 septembre 2003.

Site Web: www.wfc2003.org

Plantes médicinales

Récoltez le savoir

Si vous voulez actualiser vos connaissances, il y a, dans votre région ou dans votre pays, des herbiers, des jardins botaniques, des instituts de recherche, des ONG et des universités qui disposent de compétences agricoles, biologiques et médicales et se consacrent aux plantes médicinales, à leur culture, à leur sauvegarde et à l'étude de leurs propriétés curatives.

Certains de ces services ont un objectif plus large et régional, comme le **Centre de recherche scientifique sur les plantes médicinales (CSRPM, Mampong-Akwapim, Ghana)** – Fax: + 233 872 22 087 – E-mail: csrpmg@ug.gn.apc.org). Paradis des herboristes, ce centre intègre la médecine traditionnelle dans la pratique officielle, gère trois herbiers et vend des médicaments et des livres.

Le programme Enda-Santé de l'ONG **Enda tiers monde (BP 3370, Dakar, Sénégal)** – Fax: + 221 8 22 26 95 – E-mail: endaste@enda.sn – Site Web: www.enda.sn/plantesmed s'attache à valoriser l'usage des plantes médicinales et la médecine traditionnelle. Sa base de données est disponible en français, wolof, peul, sérère, diola, bambara, mandingue, djerma, haoussa et mooré. Il vend des produits de phytothérapie et publie des fiches d'information et des pharmacopées (listes et usages de médicaments).

L'antenne caribéenne d'Enda (**Enda-Caribe, Apdo. 3370, Santo Domingo, République dominicaine**) – Fax: + 1 809 535 54 50 – E-mail: ecaribe@aacr.net – Site Web: www.funredes.org/endacaribe/traduccion/tramil.html gère le programme **TRAMIL** de recherche appliquée pour l'utilisation des plantes médicinales dans les soins de santé. Son site Internet (anglais/français) propose un répertoire régional des activités et organisations.

Iwokrama est une structure de recherche-développement similaire (**Iwokrama International Centre for Rain Forest Conservation and Development, 67 Bel Air, Georgetown, Guyana**) – Fax: + 592 2 59 199) qui montre comment utiliser la biodiversité

des forêts tropicales tout en la préservant.

Les réseaux

De l'autre côté de la planète, le **Réseau Asie-Pacifique des plantes médicinales et aromatiques** relie des organisations de 14 pays (APINMAP Network Centre, c/o Agricultural Information Bank for Asia (AIBA), Los Baños, College, Laguna 4031, Philippines) – Fax: + 63 2 817 05 98 – Site Web: www.pchrd.dost.gov.ph/apinmap). Sa base de données bibliographiques et de pharmacopée est constituée à partir des contributions des membres. Sa fiabilité ne s'est pas démentie depuis les années 1970.

C'est encore un peu tôt pour l'affirmer, mais il est probable que beaucoup de professionnels du secteur se branchent sur le nouveau site interactif **MedPlant du Réseau mondial d'information sur les plantes médicinales** soutenu par le CRDI et Bellanet: source.bellanet.org/medplant

Dans un genre un peu plus guindé, l'**Organisation mondiale de la santé** couvre le sujet dans son programme de médicaments essentiels et son document de mai 2002 sur les *perspectives politiques de l'OMS sur les médicaments est une référence*. OMS, avenue Appia 20, 1211 Genève 27, Suisse – Fax: + 41 22 791 3111 – E-mail: info@who.int – Site Web: www.who.int

Pour un panorama des réseaux, visitez www.genres.de/mpc-dir. Parmi les organisations environnementales internationales, l'**UICN (Union internationale pour la conservation de la nature, rue Mauverney 28, Gland 1196, Suisse)** – Fax: + 41 22 999 00 02 – E-mail: mail@hq.iucn.org dispose de la collection de données la plus complète, pas toujours facile à trouver. Il y a toujours un bureau national ou un bureau membre proche de chez vous. Site Web: www.iucn.org/members/directory.cfm

Le programme **People and Plants** combine les approches de protection et de développement. Partenaire du WWF, de l'Unesco et des Royal Botanic Gardens du Royaume-Uni, il possède une excellente collection de livres sou-

vent cités dans notre édition anglophone (**People and Plants, c/o WWF-UK, Panda House, Weyside Park, Catteshall Lane, Godalming, Surrey GU7 1XR, UK**) – Site Web: www.rbgekew.org.uk/peopleplants/index.htm.

Protection d'abord, commerce ensuite

Vous voulez vous lancer dans le commerce? Respectez d'abord les règles. La **Convention intergouvernementale sur le commerce international des espèces menacées de la faune et de la flore sauvages (Secrétariat du CITES, Maison internationale de l'environnement, chemin des Anémones, CH-1219 Châtelaine, Genève, Suisse)** – Fax: + 41 22 797 34 17 – E-mail: cites@unep.ch couvre quelque 30 000 espèces végétales et animales. Elle a été signée par plus de 150 pays, Fidji, la Mauritanie et la Grenade étant les signataires les plus récents. Ses règles sont encore souvent bafouées, mais elles sont de mieux en mieux renforcées. L'agence TRAFFIC propose des documents et des conseils sur une page interactive (219c Huntingdon Road, Cambridge CB3 0DL, UK) – Fax: 44 1223 27 72 37 – E-mail: traffic@trafficint.org – Site Web: www.traffic.org.

Le **Centre international du commerce (CIT – CNUCED/BIT, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse)** – Fax: + 41 22 733 44 39 – E-mail: itcreg@intracen.org – Site Web: www.intracen.org déborde d'informations sur tous les aspects du commerce des plantes médicinales et fournit un service régulier d'information sur le marché.

Plus claires, mais géographiquement plus restreintes, les **Guidelines for Exporters of Medicinal Herbs to the European Market** (2001, 130 p., ISBN 0-85092-661-0. 15 GBP • 24 €) publiées par le **Secrétariat du Commonwealth, Marlborough House, Pall Mall, London SW1Y**

5HX, Royaume-Uni – Fax: + 44 20 7747 6168 – E-mail: info@commonwealth.int – Site Web: www.thecommonwealth.org témoignent du savoir considérable du Secrétariat – malheureusement en anglais seulement.

Recyclez-vous

Si vous souhaitez maintenant avoir une vue d'ensemble de toutes ces questions et peut-être en discuter, l'équipe accueillante de **ConserveAfrica International** peut vous aider. Elle travaille surtout sur Internet, mais si nécessaire vous pouvez la harceler par courrier pour obtenir des informations imprimées (**CAI, 24 Carterhatch Road, Enfield, Middlesex, London EN3 5LS, Royaume-Uni**) – E-mail: info@conserveafrica.org – Site Web: www.conserveafrica.org. Sa série de recommandations du Forum des plantes médicinales qui s'est tenu en 2000 au Cap, en Afrique du Sud, est le meilleur résumé des questions essentielles pour ce secteur. CAI héberge aussi un forum de discussion, Phytomedica, sur la phytothérapie, la médecine et la pharmacopée traditionnelles et d'autres thèmes. Pour y participer, envoyez un e-mail sans message à: phytomedica-subscribe@yahoo.com

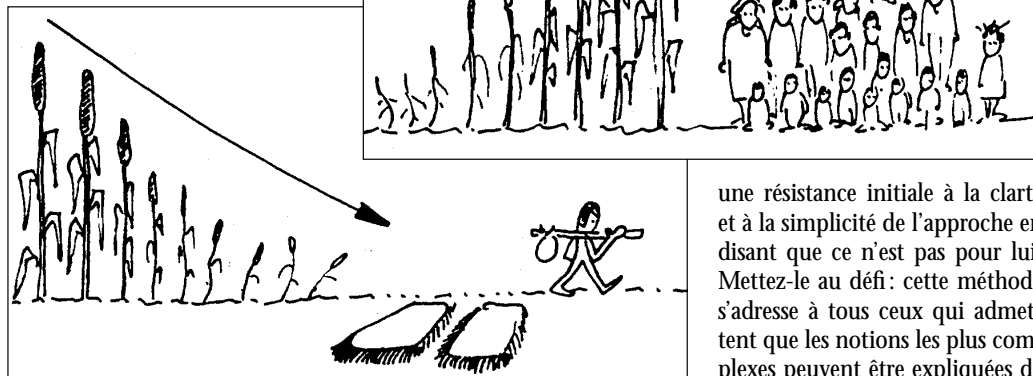


Photo B. Faive

Publications

Dessin rapide

■ Quel livre merveilleux ! Ce n'est certes pas le premier – ni le dernier – qui explique « qu'une image est plus parlante que mille mots », mais c'est sûrement l'un des meilleurs.



La méthodologie de l'ouvrage nous a enchantés lorsqu'elle a été présentée en 2001, lors du séminaire sur les fédérations paysannes que le CTA organisait à Douala, au Cameroun, pour expliquer les relations complexes entre ces différentes organisations. Cette présentation a fait la démonstration, en dessins symboliques, de l'efficacité du livre en regard de ses objectifs : « expliquer de façon aisément compréhensible des concepts et des idées [à] un public

peu familier des concepts et des idées abordés avec eux, et plus encore si ce public n'est pas habitué aux modes de raisonnement de ceux qui sont chargés de contribuer au développement de leur société ».

Cette démarche peut réussir avec n'importe quel public ou groupe cible. La qualité du dessin importe peu : c'est le sens dont il est porteur qui est essentiel.

Plus le public sera sophistiqué, plus il aura tendance à manifester

une résistance initiale à la clarté et à la simplicité de l'approche en disant que ce n'est pas pour lui. Mettez-le au défi : cette méthode s'adresse à tous ceux qui admettent que les notions les plus complexes peuvent être expliquées de façon simple. Vous pouvez le faire. Ce livre est un excellent outil pour l'artiste qui sommeille en chacun de nous.

Le dessin symbolique rapide : guide méthodologique
Jacques Mercoiret. L'Harmattan, 2001, 366 pages.
ISBN 2-7475-1673-3
30 €
Éditions L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris
France
Fax : +33 1 43 25 82 03
E-mail : harmattan1@wanadoo.fr
Site Web : www.editions-harmattan.fr

Des montagnes de riz

■ Le delta intérieur du Niger, situé au Mali, comporte d'immenses plaines de bonne terre qui pourraient devenir, avec des rendements « à l'asiatique », le grenier à riz de l'Ouest africain.

C'est l'histoire mouvementée de l'aménagement de la vallée et du delta du Niger et du développement de la riziculture – de l'époque coloniale à nos jours – que nous raconte cet ouvrage bien documenté et passionnant.

La première partie, sous forme de reportage sociologique, décrit les avatars et les perspectives de la riziculture à travers les témoignages des paysans du delta.

La deuxième est un référentiel scientifique qui aborde tous les aspects de la riziculture du delta : disponibilité en terres irriguées, problématique de l'eau, fertilité des sols, stratégies paysannes, cré-



dit, association riziculture-élevage/maraîchage, rôle des femmes, évolutions politiques. L'ouvrage propose aussi une analyse des perspectives du secteur à travers un examen du schéma directeur de l'Office du Niger pour le développement de la zone et des scénarios qu'il propose pour l'horizon 2020. Un excellent outil

d'analyse et de réflexion sur une ambition complexe qui pourrait faire de cette zone un pôle de développement durable.

L'Office du Niger, grenier à riz du Mali
Succès économiques, transitions culturelles et politiques de développement
P. Bonneval, M. Kuper & J.-P. Tonneau, Cirad/Karthala, 2002.
255 pages. ISBN 2 87614 497 2
27,50 €
La librairie du Cirad
TA 283/04, avenue Agropolis
34398 Montpellier cedex 5
France
Fax : +33 4 67 61 55 47
E-mail : librairie@cirad.fr

Les livres publiés par les éditeurs des pays ACP sont toujours bienvenus dans cette rubrique. Nous invitons vivement tous les professionnels locaux à nous faire parvenir leurs ouvrages.

Nouveaux acteurs

Compte rendu d'un séminaire organisé par le CTA sur l'information pour le développement agricole et rural des pays ACP : nouveaux acteurs, nouveaux médias et thèmes prioritaires. Paris, juin 2000.

CTA, 2001, 322 pages.
ISBN 92 9081 2486.
CTA numéro 1070,
20 unités de crédit

L'information pour le développement agricole et rural des pays ACP : nouveaux acteurs, nouveaux médias et thèmes prioritaires. Rapport de synthèse du séminaire du CTA. Paris, juin 2000.

CTA, 2001, 26 pages.
ISBN 92 9081 2508.
CTA numéro 1051,
5 unités de crédit

L'élevage et ses implications

■ Comptes rendus d'un atelier régional ouest-africain sur « La gestion des pâturages et les projets de développement : quelles perspectives ? » qui s'est tenu du 2 au 6 octobre 2000 à Niamey, Niger.

Élevage et gestion de parcours au Sahel, implications pour le développement
E. Tielkes, E. Schlecht et P. Hiernaux (éditeurs) :
Verlag Grauer, Beuren, Stuttgart, Allemagne, 2001. 381 p.
ISBN 3-86186-369-3
27 € plus frais de port
Dr Eric Tielkes
Filderbahnstrasse 54
70794 Filderstadt
Allemagne
Tél. : +49 711 4593201
E-mail : tielkes@uni-hohenheim.de

Initiations

■ Discipline scientifique nouvelle qui veut concilier savoirs agronomiques et forestiers, ce livre propose une approche nouvelle, systémique et globale, des plantes, des champs et des terroirs. Après une réflexion de fond sur l'arbre et sa place dans les systèmes agricoles sahéliens, l'auteur s'attache à nous faire mieux connaître les principales espèces reconstruites. La majorité des exemples provient de son expérience au Burkina Faso, mais ils sont également pris au Sénégal, au Mali, en Côte d'Ivoire...

Initiation à l'agroforesterie en zone sahélienne. Les arbres des champs du plateau central au Burkina Faso.
par Daniel-Yves Alexandre. Co-édition IRD/Karthala, Paris, 2002.
224 pages. ISBN 2 84586 247 4
23 €
Les Editions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris
France
Fax : +33 1 45 35 27 05
E-mail : karthala@wanadoo.fr
Site Web : www.karthala.com

Bienvenu

■ A propos des migrations dues aux crises environnementales, *Spore* 89 écrivait : « Plutôt que de nous tordre les mains de désespoir et d'essayer vainement d'arrêter ce flux, nous devons accepter malgré tout que le destin de gens – de beaucoup de gens – soit d'émigrer. Quelque part, dans un champ ou sur un flanc de coteau, à l'étranger peut-être, il faut qu'ils soient bienvenus. » Ce livre est une bonne introduction aux politiques de préparation aux crises humanitaires, utile pas seulement pour les planificateurs.

La nouvelle dynamique des crises humanitaires.
Penser et agir autrement
Par le Haut Conseil de la Coopération Internationale, 2002.
200 pages. ISBN 2 84586 275 X
17,99 €
Les Editions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris, France
Fax : + 33 1 45 35 27 05
E-mail : karthala@wanadoo.fr

Chenille

■ Guide d'élevages et de lâchers de *Habrobracon hebetor* Say, (Hymenoptera, Braconidae), parasitoïde de la chenille mineuse de l'épi de mil et de son hôte de substitution *Coryca cephalonica* (Stainton) (Lepidoptera, Pyralidae)

Par Bal Amadou Bocar, Centre régional AGRHYMET, Niger, 2002.
17 pages.
Projet Mineuse/Niger
Ministère du Développement Agricole
Direction de la protection des végétaux
BP 323 Niamey, Niger
Fax : + 227 74 19 83
E-mail : dpv@intnet.ne

Comment réagir ?

■ Né d'une table ronde sur le thème de l'évaluation et de la gestion des risques, cet ouvrage considère le rôle de l'expertise scientifique vis-à-vis des aspects sanitaires et environnementaux des organismes génétiquement modifiés. Le concept notoire de « mesures de précaution » y figure et, en particulier, les considérations politiques et démocratiques. Pour le lecteur patient et technique, un regard fascinant sur la place des innovations technologiques.

Les experts face au risque : le cas des plantes transgéniques
par Alexis Roy. Collection Partage du savoir. Le Monde/Presses universitaires de France, Paris, 2001. 304 pages.
ISBN 213052253X
19,50 €
PUF
6, avenue Reille
75685 Paris cedex 14
France
Fax : +33 158 10 31 82
E-mail : marion@puf.com
Site Web : www.puf.com

Vers la société de l'information

■ Il est aujourd'hui politiquement correct d'évoquer l'avènement de la société africaine de l'information (SAI). Après des années de durs efforts, l'initiative SAI, soutenue par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, a fini par trouver sa place dans le langage courant, au moins dans le cercle des intellectuels, des décideurs et des planificateurs. Même dans le secteur agricole. Cela vient à point nommé, dans la perspective d'un Sommet de la société civile de l'information prévu en 2003.

Deux livres récents montrent comment des questions aussi vastes qu'Internet s'intègrent aujourd'hui dans le discours quotidien sur le développement.

Dans *Internet. Une chance pour l'Afrique*, Jacques Bonjawo fait sienne la théorie désormais classique qui proclame qu'en se

connectant aux réseaux mondiaux de communication le continent africain peut faire un prodigieux bond en avant. Cette vision naïvement optimiste ne manque pas de charme, mais elle n'est pas convaincante. Qui peut sérieusement affirmer que l'Afrique va se transformer en branchant son système éducatif sur des sources étrangères et en développant une économie virtuelle avec une composante de commerce agricole électronique ?

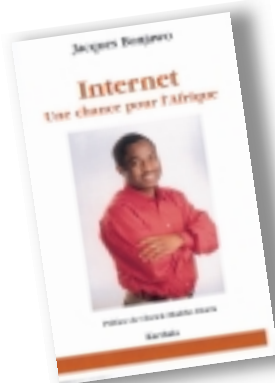
Raphaël Ntambue fait preuve de plus de retenue dans *L'Internet, son Web et son E-mail en Afrique. Approche critique*. Autant l'approche de Bonjawo est idéaliste, autant celle-ci est méthodique. C'est une analyse froide des aspects démographiques de la société africaine de l'information, assortie d'une présentation fouillée des statistiques sur la pénétration relative de l'e-mail, l'Internet et la toile mondiale. Ntambue présente aussi une bonne analyse de la façon dont l'Afrique s'approprie les différentes facettes des autoroutes de l'information. Vous n'y trouverez pas la vision romantique de la connexion des agriculteurs aux réseaux du commerce mondial ou du branchement des écoles sur les communautés virtuelles à travers le monde. Ntambue s'intéresse beaucoup plus aux politiques qui permettront de rendre



ces technologies disponibles et opérationnelles. En somme, il propose un tableau très clair des enjeux, loin des réactions excessives d'enthousiasme ou de rejet qui risquent d'empêcher tout progrès dans ce secteur.

Internet. Une chance pour l'Afrique
Par Jacques Bonjawo.
Karthala, Paris, 2002.
208 pages, ISBN 2-84586-259-8
18 €
Les Editions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris
France
Fax : + 33 1 45 35 27 05
E-mail : karthala@wanadoo.fr
Site Web : www.karthala.com

L'Internet, son Web et son E-mail en Afrique.
Approche critique.
Par Raphaël Ntambue.
L'Harmattan, Paris, 2001.
356 pages, ISBN 2-7475-1632-6
27,45 €
Editions L'Harmattan
5-7 rue de L'École-Polytechnique
75005 Paris
France
Fax : + 33 1 43 25 82 03
E-mail : harmattan1@wanadoo.fr
Site Web : www.editions-harmattan.fr



Vous appartenez à la terre

■ Chaque société entretient une relation particulière avec la terre et développe un savoir et des pratiques spécifiques qui l'influencent, voire la guident. Cette relation se modifie à mesure que des méthodes modernes de culture remplacent les méthodes traditionnelles et, parfois, cela signifie une perte.

Regard fascinant sur la manière dont les populations envisagent le sol, ce livre examine diverses cultures à travers le monde, dont plusieurs en Afrique, notamment celle des Dogon au Mali. « Chez les Dogon, labourer la terre pour l'ensemencer est un acte de purification. Les semences elles-mêmes sont de provenance divine. Quant à l'eau sans laquelle

rien ne peut germer, elle est également considérée comme la semence même de Dieu. L'agriculture devient donc une activité sacrée dont les différents moments (défrichage, labour, semailles et récolte) sont marqués par des rites religieux dûment accomplis sous la responsabilité des prêtres et des différentes divinités qui gouvernent l'agriculture en tant que telle. »

Ce livre parlera surtout à ceux qui savent que la terre doit être honorée et célébrée, et il élargira l'horizon de ceux qui l'ignorent ou l'ont oublié. En leur rappelant les paroles d'un chant que l'on trouve dans diverses cultures : « La terre ne vous appartient pas. C'est vous qui lui appartenez. »



Sols et sociétés, regards pluriculturels
Rabah Lahmar et Jean-Pierre Ribaut,
Éditions Charles Léopold Mayer,
Paris, 2001. 215 pages.
ISBN 2-84377-053-X
10,67 €
Édition-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint-Saubin
75011 Paris
France
Fax : + 33 148 069 486

Financement de l'agriculture

■ « Dis-moi comment tu la finances et je te dirai quelle agriculture tu pratiques. » André Neveu nous propose une analyse critique de l'action des banques qui financent l'agriculture, en s'appuyant sur une quarantaine d'exemples pris aux quatre coins de la planète.

Les agricultures du monde sont d'une diversité extraordinaire, tout comme leurs systèmes de financement : les crédits informels, les banques commerciales, les banques coopératives et les banques mutualistes sont les quatre grands pôles de financement du secteur agricole.

Parmi les cas étudiés figurent les tontines ouest-africaines et leurs pratiques informelles d'épargne et de crédit, l'utilisation du gage dans le crédit informel au

Cameroun, les banquiers ambulants qui recueillent l'épargne du petit commerce au Bénin et au Togo, le crédit agricole et rural implanté dans toute la Guinée, les caisses d'épargne du Bénin, trop dépendantes des recettes cotonnières, ainsi que les remarquables systèmes financiers décentralisés du Burkina Faso et les caisses villa-

geoises d'épargne et de crédit du pays dogon au Mali.

Une bonne trentaine de cas sélectionnés en Asie, en Amérique latine, en Afrique du Nord et dans les pays de l'Est complètent ce panorama des modèles de financement. Vous en apprendrez beaucoup et vous apprécierez l'équité morale de la conclusion : « Les formules qui réussissent sont celles qui cherchent à satisfaire les besoins réels des agriculteurs ou du groupe d'agriculteurs qu'elles ont pour ambition de financer. »

Financer l'agriculture
par André Neveu. Editions Charles
Léopold Mayer, Paris, 2001.
215 pages, ISBN 2-84377-050-5
9,15 €
Édition-Diffusion Charles Léopold
Mayer
38, rue Saint-Saubin
75011 Paris, France
Fax : + 33 1 48 06 9 486



Droit d'inventaire

■ À travers une vue d'ensemble de la biométrie pour la conception des inventaires en produits forestiers non ligneux (PFNL), cette publication de la FAO propose un panorama méthodologique et un outil de référence pour évaluer les ressources en PFNL, notamment dans les pays tropicaux.

Un guide d'inventaire biométrique est présenté, ainsi qu'une série d'annexes proposant une classification des PFNL, les méthodes d'échantillonnage les plus récentes, des références bibliographiques, ainsi qu'une liste d'institutions et de sites Web utiles.

Ouvrage savant et complexe. À déconseiller aux non spécialistes des inventaires biométriques.

Évaluation des ressources en produits
forestiers non ligneux.
Expérience et principes de biométrie
(avec CD-ROM)
J. L. G. Wong, K. Thornber &
N. Baker, FAO, 2001. 120 pages
ISBN 92 5 204614 3
18 US\$ - 19,50 €
FAO Groupe des ventes
et de la commercialisation
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome
Italie
Fax : +39 06 57 05 33 60
E-mail : publications-sales@fao.org



La fin et les moyens

■ Une description bien équilibrée des divers moyens que les pauvres utilisent pour gérer leur argent, de l'épargne maison aux fonds d'assurance en passant par les tontines et les banquiers ambulants ou les institutions de micro-finance.

L'épargne et le crédit, trop souvent considérés comme opposés, sont en fait deux outils au service d'une même fin : pouvoir faire face, en cas de besoins d'argent nettement supérieurs aux disponibilités immédiates.

Riche en références, cette traduction de *The Poor and Their Money* (Oxford University Press, 2000) fait partie du programme « Consultative Group to Assist the Poorest » dont le Gret, une ONG française, assure la documentation francophone.

Comment les pauvres gèrent leur argent
par Stuart Rutherford, Gret/
Karthala, 2002. 168 pages.
ISBN 2-84586-241-5
15,20 €
Éditions/diffusion
Les Éditions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris
France
Fax : + 33 1 45 35 27 05
E-mail : karthala@wanadoo.fr

Actualités Internet

■ La rubrique Brèves du site Africa'nti (www.africanti.org) annonce la mise en place du nouveau point du réseau Internet du Mozambique et la fermeture du cybercafé sénégalais Metissacana le 20 mai 2002. « Avec la fermeture du Metissacana, c'est également leur projet de connexion de 7 000 villages qui s'évanouit. »

Depuis avril 2002, le site Africa'nti abrite aussi la nouvelle version complète du document *Nouvel état des lieux de l'Internet africain*, traduction du travail original et incontournable de Mike Jensen *The African Internet: A Status Report*. Dans une vision globale qui ne manque ni de données chiffrées ni d'exemples précis, Jensen suit l'évolution des principales questions de l'Internet africain. Si l'Internet continue à s'étendre rapidement en Afrique et est accessible dans tous les pays, il reste néanmoins de « vieux » problèmes toujours d'actualité (l'accès hors des villes principales, par exemple), relayés par des questions plus récentes issues de technologies nouvellement apparues sur le marché (le WiFi par exemple). Voir : www.africanti.org/resultats/documents/afstatfr.htm

Comment obtenir ces publications



Les publications signalées dans ces pages par la feuille verte viennent s'ajouter au catalogue CTA, et vous pouvez les obtenir du CTA si vous êtes abonné(e) au Service de diffusion du CTA. Pour les autres publications (signalées par un simple carré orange), vous devez vous adresser à l'éditeur mentionné, ou à un libraire, mais pas au CTA.

Les publications du catalogue CTA sont gratuites pour les **abonnés** du Service de diffusion des publications. Les abonnés peuvent commander ces publications jusqu'à concurrence de leur crédit, en utilisant impérativement le bon de commande qui leur a été fourni.

Les **non-abonnés** peuvent demander un formulaire d'inscription au CTA. Le service est ouvert aux organisations et institutions de développement agricole et rural des pays du

groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), ainsi qu'aux particuliers qui résident dans ces pays. Si vous ne remplissez pas les conditions d'abonnement au service, ou si vous avez épuisé vos unités de crédit, vous pouvez acheter les publications du catalogue CTA auprès du distributeur suivant : Triops, Hindenburgstrasse 33, 64295 Darmstadt, Allemagne – Fax : + 49 6151 3140 48 – E-mail : triops@net-library.de – Site Web : <http://www.net-library.de/triops.html>

Rapport annuel

Au travail

Qui n'a pas essayé d'entretenir, de reconstruire et d'agrandir sa maison tout en continuant à y habiter? Remplacer la toiture pour se protéger contre les tempêtes, déplacer la porte de la cuisine, refaire le circuit électrique, organiser l'arrière-cour pour y mettre plus de plantes, construire une annexe pour les visiteurs.

Si on imagine le CTA comme une maison, l'année 2001 a été un peu comme ça. On y travaille comme d'habitude, mais les changements sont en cours. Les 39 personnes au siège de Wageningen, plus une à l'antenne de Bruxelles, se sont toutes attelées à réaliser ce que Carl B. Greenidge, le directeur, indiquait dans sa première allocution : « changer le programme de travail pour répondre aux demandes et aux défis à long terme », en plus des activités traditionnelles. Pour lui, les changements consistent surtout à doter les acteurs ACP des moyens de mieux affronter les marchés commerciaux, la libéralisation des règles internationales, les avancées des technologies d'information et de communication (TIC) et l'intérêt ACP croissant pour la gestion de l'information.

Ce qui ressort surtout du rapport annuel 2001, c'est la création d'une infrastructure de liens institutionnels – un réseau – dans laquelle le CTA joue le rôle de plaque tournante et devient, comme dit Carl B. Greenidge « une base de développement du savoir au service de l'agriculture ACP ».




La politique de développement des partenariats, lancée en 1996, prend maintenant toute sa force. Le souci du partenariat est présent dans toutes les activités du centre, dans tous les départements. Plusieurs services ont été décentralisés – comme le service questions-réponses et une partie de la distribution des livres – et plusieurs services centraux fonctionnent « en réseau ». Le réseau des correspondants de *Spore* dans les régions ACP en est une bonne illustration, tout comme les réunions et études de 2001 qui ont préparé des partenariats en réseau.

Les réseaux traditionnels du CTA ont été plus actifs que jamais : les abonnements à *Spore* ont régulièrement progressé, passant à plus de 33 000 personnes, dont beaucoup de nouvelles lectrices, et *Espora*, notre sœur portugaise est plus forte que jamais. Plus de 85 000 publications ont été distribuées – 75 750 sur commande – et plus de 40 nou-


veaux titres ont été produits ou soutenus. Le nombre de visites d'étude n'a pas changé mais le nombre des participants (plus de 800) s'est accru pour les 12 co-séminaires annuels – souvent avec de nombreuses sessions pratiques – ainsi que pour le séminaire du CTA sur les stratégies de gestion des TIC dans les fédérations paysannes. De même, près de 200 personnes ont participé à d'autres séminaires avec le soutien du CTA et 369 ont suivi l'une des 23 sessions de formation organisées par le CTA – un record.

Enfin, pour répondre à la question souvent posée par les lecteurs de *Spore* : le budget 2001 du CTA, provenant pour 98,5 % du Fonds européen de développement, s'élevait à 12 140 000 €. Plus de 61 % de ce budget ont été consacrés aux activités opérationnelles, nettement au-dessus du minimum recommandé.

On peut aussi le dire ainsi : la première personne arrive au bureau vers 7 h du matin et la dernière s'en va vers 8 h du soir. Il y a des défis à relever.

 *Rapport annuel 2001. CTA. 2001. 145 p. ISBN 92 9081 2575. N° CTA 1079. Gratuit. Abonnés SDP, merci d'utiliser votre bon de commande.*

Le rapport annuel 2001 du CTA propose en Point de mire : « Acquis, limites et perspectives de la microfinance comme outil de financement du développement rural et agricole : l'expérience de l'Afrique de l'Ouest », par Betty Wampfler.

 *Ce Point de mire est également disponible au CTA, hors rapport annuel. 14 p. N° CTA 1081. Gratuit. Abonnés SDP, merci d'utiliser votre bon de commande.*

Les deux documents sont également disponibles sur www.agricta.org

Boîte postale 380

Tout en répondant à l'enquête, certains lecteurs continuent à nous écrire.



Spore fait la niche !

■ Un nouvel abonné, **Paul Bassey Okon** de Macpolykon Agrocare - Farmers' Welfare Foundation International dans l'État d'Akwia Ibom, Nigeria, a déjà mis *Spore* à contribution pour ses affaires : « J'ai vraiment été interpellé par le point de vue de *Spore* 97 qui nous invitait à être plus inventifs et créatifs pour trouver des créneaux. En fait, les idées de *Spore* nous ont aidés à inciter les agriculteurs locaux à se regrouper dans de plus grandes associations et à apprendre à transformer les produits périssables destinés aux marchés du Nord ou mondiaux. Ces idées étaient déjà là, mais *Spore* nous a permis de comprendre les nouvelles tendances. J'apprécie aussi les contacts que *Spore* propose. C'est merveilleux. »

Compagnon de route

■ **Simon Digidjag Antcha**, animateur rural à Moundou, Tchad, nous écrit : « Dès que je reçois *Spore*, je le lis, je le fais lire à mes parents et à mes amis. Et c'est ainsi que plusieurs d'entre eux ont souscrit leur propre abonnement. *Spore* est devenu mon compagnon de route et mon assistant pour les animations. Il aide à la prise de conscience des gens et même les images sont inté-

ressantes pour ceux qui ne savent pas lire. Tous ceux qui ont mis en pratique une technique vue dans *Spore* ont obtenu des résultats positifs qui les ont mis sur le chemin de la réussite. »

Le bétail n'est pas un détail...

■ **M. Alade** du département des sciences animales de l'Université de Maiduguri, au Nigeria, souhaite que l'on accorde plus d'attention à son sujet favori. « Chaque numéro propose des articles intéressants qui abordent les problèmes des agriculteurs à travers l'utilisation de méthodes culturelles modernes et traditionnelles. Mais je déplore le nombre insuffisant d'articles sur la production animale. Les gens engagés dans ce secteur n'y trouvent pas leur compte. Pensez-y dans vos prochaines éditions. »

Nous recevons beaucoup de demandes comme la vôtre, M. Alade. En 2001, nous avons publié un article d'ouverture (Spore 94), six brèves, cinq lettres de lecteurs et 12 annonces de livres sur les questions relatives à l'élevage. Il semble que ce ne soit pas suffisant, mais nous devons couvrir toutes sortes de sujets, tous les aspects de l'agriculture et de l'alimentation. Nous ferons de notre mieux !

Ce n'est qu'un au revoir



Le temps est venu de dire au revoir et « merci ! » à une personne précieuse dans la vie des lecteurs de *Spore*. Après onze années et demie passées à la tête du service de distribution des publications, Nico Roskam se lance un nouveau défi : ouvrir une boutique d'information au Cameroun. Il devrait très bien y réussir : il y était vulgarisateur dans les années 1980 après une maîtrise en lutte contre l'érosion, il y a des liens familiaux étroits et sa façon directe et bien néerlandaise de faire des affaires confondra le plus habile des négociants locaux.

Nico sait comment satisfaire les clients : les murs des bureaux du SDP sont couverts de photos d'abonnés à *Spore* et aux autres publications et les dossiers débordent de quelque 150 000 lettres traitées.

Sa plus grande réussite ? Avoir su mettre de l'ordre dans le flot incessant de demandes de publications arrivant au CTA. Depuis 1997, un système d'abonnement permet aux usagers de faire leur choix, en toute connaissance de cause, sur la nature et le nombre des publications demandées. Ceci permet de s'assurer qu'il y en a (presque) assez pour tous en fonction de leurs besoins.

Le SDP survivra-t-il à Nico ? Ses collègues, durs à la tâche, y veilleront. Quant à Nico, il prévoit plus de décentralisation vers des éditeurs et des distributeurs nationaux ou régio-

naux, avec une forme de vente contrôlée (et subventionnée). Il a raison sur ce point : un tel investissement renforcerait le commerce de l'information dans les régions ACP. Ce qui lui manquera le plus ? Probablement l'éloquence, l'astuce, le charme et la poésie des abonnés, qui tentent toujours d'obtenir plus que ce à quoi ils ont droit, ce qui emporte invariablement le sourire de Nico, sinon son grand cœur.

Le super-bibliothécaire déploie ses ailes

Modèle pour les nouveaux professionnels de l'information, Thiendou Niang n'a pas grand-chose à



voir avec la génération de bibliothécaires des années 1970 dont il est issu. Timidité, témérité, introversion, aversion pour les affaires, crainte de s'attacher : rien de cela n'appartient à sa façon d'être.

Venu au CTA en 1985 comme chef des services de documentation, Thiendou en est reparti en avril 2002 pour diriger le REPA, Réseau d'expertise des politiques agricoles, basé dans sa ville natale, Dakar. En 1996, il avait pris la direction du nouveau département Information et renforcement des capacités, qui englobait les activités de formation, de radio rurale et d'information sur mesure, comme le service questions-réponses. À cette période, le vent de l'informatique et d'Internet s'engouffrait à la fois au CTA et chez ses partenaires et ce département était le mieux armé pour accueillir les opportunités offertes par ces nouvelles technologies. Dans ses moments de loisir, Thiendou a terminé son doctorat sur les profils d'information dans les petites et moyennes entreprises.

Tous ceux qui connaissent le CTA auront été charmés par l'aisance et la persévérance avec lesquelles il traitait ses dossiers – un bel exemple de l'émancipation qu'il recherchait avec ferveur pour les autres.

Enquête de lecture (suite)

« Je veux y être ! réclame une douzaine de lecteurs chaque semaine, avec des lettres ou des e-mails tardifs mais impatients, afin de prendre part à l'enquête sur les usages de *Spore*, officiellement close il y a déjà plusieurs mois. Ne vous inquiétez pas, votre point de vue a été pris en compte, même si quelques retardataires n'ont pas été intégrés dans nos statistiques.

Les 1 300 réponses (au moins) montrent, en résumé, un fort taux de satisfaction pour les nouvelles, les revues de publications et les longs articles. Beaucoup trouvent qu'un numéro tous les deux mois, c'est bien. Presque tous les lecteurs partagent leur *Spore* avec d'autres (vous seriez étonnés de savoir combien !), vulgarisateurs, conseillers, formateurs, décideurs politiques et l'utilisent aussi pour eux-mêmes, comme par le passé.

Nous achevons actuellement une enquête sur les organisations citées dans *Spore*, pour connaître l'autre face de la médaille et voir comment elles sont utilisées. En août 2002, nous publierons, dans *Spore* 100, des résultats plus détaillés, un portrait de 100 usagers et un rapport des résultats, tiré à part.



Spore est un bimestriel d'information pour le développement agricole des pays ACP. *Spore* est gratuit pour les particuliers et les organisations des pays ACP et de l'UE s'occupant de développement agricole et rural. Il est aussi possible de souscrire un abonnement auprès de Triops (voir page 13).

Editeur : Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Accord de Cotonou ACP-CE

CTA : Postbus 380,
6700 AJ Wageningen, Pays-Bas
Tél. : + 31 317 467 100
Fax : + 31 317 460 067

E-mail : cta@cta.nl
Site Web : <http://www.cta.nl>
E-mail des lecteurs : spore@cta.nl

Rédaction : *SPORE* est rédigé par un consortium rassemblant Louma productions et Médiateurs.

Louma productions, 3, rue Neuve,
34150 Aniane, France
Fax : + 33 4 67 57 01 80
E-mail : louma@louma.fr
Médiateurs, W-Alexanderpoort 46,
1421 CH Uithoorn, Pays-Bas
Fax : + 31 297 540 514
E-mail : info@spore-magazine.org

Ont participé à ce numéro :
Marcel Chimwala, O'Neil Cuffe,
Bernard Favre, Singy Hanyona,
Erik Heijmans, Louise Kibuka, Catherine Marzin, Dudley Moloi, Paul Osborn, Jacques Sultan.

Mise en page : Louma productions
Impression : Imprimerie Publiquep, France
© CTA 2001 – ISSN 1011-0046

Le contenu de *Spore* peut être librement reproduit.
Merci de mentionner *Spore* comme source.

Maniaques du manioc

■ « Consommons plus de manioc, sous toutes ses formes ! » Mme **Pauline Dade Dagbede**, présidente de l'association pour le développement intégral de la femme, à Dassa-Zoume, Bénin, est enthousiaste pour le manioc.

« Chez nous, le manioc est le second aliment de base, après le maïs. C'est pourquoi il est urgent de le revaloriser. Le manioc se consomme bouilli, frit, grillé ou pilé. On peut aussi le transformer en gari qui est consommé de plusieurs façons. Une maison sans gari, ça n'existe pas. La transformation du manioc en cossette permet de conserver la farine qui sert à préparer des pâtes, mais aussi du pain, des gâteaux et des biscuits qui n'ont rien à envier à ceux qui nous viennent de l'extérieur. »





Marcellin Laly est un technicien supérieur et spécialiste en pêches et pisciculture. Il anime le Comité Approche Participative Niveau Village (APNV) à Grand-Popo, République du Bénin

Approches participatives

Décentralisation et participation : priorité aux producteurs

La production agricole africaine, de plus en plus soumise à la pression de la mondialisation et de la décentralisation, devient une activité à haut risque, qui se heurte à deux handicaps principaux : les calamités naturelles et la désorganisation des producteurs. Il existe pourtant une forte demande en produits de qualité et elle doit être satisfaite. Y a-t-il un outil capable de répondre à ces exigences ?

L'accès des producteurs au savoir et au savoir-faire nécessaires pour l'amélioration quantitative et qualitative de la production a été longtemps handicapé par une vulgarisation agricole traditionnelle qui s'appuyait sur des modèles de type « contractuel », comme le modèle essais-démonstrations, ou de type « consultatif » qui tentait de prendre en compte les connaissances endogènes. Mais ces modèles étaient entièrement gérés par les encadreurs et ils n'associaient pas suffisamment les producteurs. Ils ont donc échoué ou produit des résultats médiocres.

Aujourd'hui, un autre modèle, plus « collégial », émerge : les producteurs – devenus des partenaires – sont associés à toutes les étapes du processus de décision.

C'est dans cet esprit que les services de la recherche de la République du Bénin ont

Cette approche se base sur quatre modules : le diagnostic global, l'analyse des problèmes et la recherche des solutions, la planification et la mise sur pied d'un comité de concertation.

Le comité de concertation est ouvert à toutes les couches socioprofessionnelles. Il a créé un véritable engouement chez les producteurs, qui savent ce qu'ils veulent et qui ont compris que leur destin était entre leurs mains.

Au Bénin, ce programme a démarré en 1998. Il couvre aujourd'hui plus de 1 000 villages répartis sur tout le territoire national à travers 77 sous-préfectures. Il s'appuie sur des équipes pluridisciplinaires et fait l'objet d'un système rigoureux de suivi-évaluation.

Après 3 années d'expérience, on constate que le niveau de conscience des producteurs

ministration se rapproche de l'administré et que les pouvoirs de décision soient transférés vers les niveaux de gouvernement et d'administration les plus proches du terrain.

La décentralisation n'est pas une nouveauté en Europe, mais elle avance à grands pas également en Afrique et elle a donné, dans des pays comme la Zambie, le Mozambique et l'Ouganda, des impulsions majeures au développement rural, qui ont permis de grandes avancées.

Dans d'autres pays à administration centralisée, comme le Bénin, ce temps arrive également et toutes les dispositions juridiques, sociales, institutionnelles nécessaires sont prises par le gouvernement pour appliquer la décentralisation ; l'Etat est confirmé dans son rôle de guider, suivre et réguler ; de vastes campagnes d'information et de communication sont mises en œuvre.

L'APNV a pris les devants en permettant d'ores et déjà aux producteurs de gérer leurs propres affaires.

Mais le développement rural est vulnérable et certains préalables doivent être satisfaits par les élus locaux et leurs conseillers, qui doivent jouer le jeu de la participation avec leurs administrés et leur rendre compte de leurs activités et décisions.

La décentralisation, en s'appuyant sur l'APNV, peut créer les conditions d'un développement local durable, s'attaquer au problème de la pauvreté et ouvrir une nouvelle voie au développement rural à la base.

Ne laissons pas passer cette opportunité.

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.

« Pour réussir nos projets, faisons confiance à la créativité des producteurs. »

développé un nouvel outil méthodologique : l'approche participative niveau village (APNV). Elle consiste à associer l'ensemble des acteurs partenaires, agriculteurs, pêcheurs, pisciculteurs, éleveurs, exploitants forestiers, femmes rurales, ONG et associations de développement à toutes les étapes du processus : analyse des contraintes au niveau des terroirs, amélioration des systèmes de production agricole, gestion des ressources naturelles, ce qui a permis de renforcer le système de vulgarisation et de parvenir à une planification participative des actions de développement.

a évolué. Ils sont dévoués, rompus à la tâche et réceptifs. Il faut maintenant les aider à mieux faire face aux maladies et attaques pré- et post-récolte, y compris en matière de stockage. Ils sont prêts à prendre des risques, à travailler dur et à s'engager totalement, avec détermination. Il est désormais clair que tout programme, toute étude, tout plan de développement qui se veut objectif ne peut ignorer cette approche.

La décentralisation est un système dans lequel les collectivités s'administrent elles-mêmes, sous le contrôle de l'Etat ; pour que le processus réussisse, il est essentiel que l'ad-